Le 14 mai 1948 : la Grande Catastrophe pour le peuple palestinien

Commémoration du 64ème anniversaire de la Nakba

Le 14 mai 1948 :

la Grande Catastrophe pour le peuple palestinien.

Le 14 mai 1948 est le jour de la création de l'Etat israélien, mais cette date est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d'abord la forme d'une prétendue légitimité internationale lorsque l'Onu adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, recommandant la partition de la Palestine, partition refusée par les Palestiniens. Non seulement ils étaient spoliés de leur terre, mais en outre 56 % du territoire palestinien étaient attribués aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque – là à peine 7 % des terres. Cette catastrophe, c'est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe enfin, c'est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés palestiniens, qui sont aujourd'hui 7,2

millions, attendent toujours de retourner chez eux.

Depuis son implantation en Palestine, le sionisme n’a jamais eu d’autres buts que le nettoyage ethnique. Terre conquise et non terre promise , telle est la réalité de cette colonisation de la pire espèce.

Face à ce colonialisme, les Palestiniens n’ont jamais eu d’autres options que la résistance : des révoltes menées dans la Palestine historique en 1936-1939 par Azzedine Al Kassam aux organisations de libération de la Palestine établies dans les camps de réfugiés de Jordanie, de Syrie ou du Liban ; des Intifadas de 1987 et de 2000 à la victoire de la résistance armée à Gaza en 2009, en passant par la libération de cette partie de la Palestine en 2005, les Palestiniens ont toujours fait preuve d’une détermination sans faille.. Leur combat rejoint celui de tous les peuples de la région. Car Israël est l’instrument du mouvement sioniste mondial et la base géographique de l’impérialisme, stratégiquement placé au cœur du monde arabe et musulman.

Ainsi, le combat pour l’émancipation des peuples arabes est directement lié à la libération de la Palestine. Parce que l’Occident, avec l’aide de son bastion sioniste, a voulu maintenir toute la région sous son emprise, il a soutenu les pires dictatures, du Maroc à l’Egypte jusqu’aux pétromonarchies du Golfe; il a partout veillé à emprisonner les peuples par des régimes sanglants aux ordres et à confisquer leurs ressources. L’impérialisme s’est toujours attaqué à toute volonté d’indépendance. L’Afghanistan et L’Irak furent envahis en 2001 et 2003 pour cette raison. L’Iran est la prochaine cible. Devenue une puissance régionale aspirant légitimement à se développer dans les domaines stratégiques, l’Iran conteste la domination de l’Occident et de son avant-poste israélien. La guerre contre la Libye et la tentative de déstabilisation de la Syrie obéissent à la même logique: interventionnisme des forces de l’Otan au nom de la démocratie et des droits de l’homme, et collaboration active

de l’Arabie Saoudite et du Qatar. Deux régimes démocratiques où règne le respect des droits fondamentaux… L’hypocrisie n’a décidément pas de limites.

Mais en réalité, l’impérialisme est en grande difficulté. Face à la révolte des peuples contre les « Pinochets arabes » et leurs appareils répressifs comme en Tunisie et en Egypte, l’Occident et ses auxiliaires locaux jouent la carte du chaos et du soutien aux opportunistes. Car c’est l’existence même d’Israël qui est en jeu, et à travers elle, la perte pour l’Occident de sa principale base dans la région. L’aspiration à la démocratie réelle et à l’indépendance des peuples arabes, la jonction possible et le renforcement des pôles de résistances au Liban, en Syrie, en Iran et en Palestine annoncent la fin du système impérialiste dans le monde arabe et musulman.

C’est ce que nous rappelle la résistance en Palestine, à l’image de la grève de la faim que mènent actuellement des milliers de prisonniers palestiniens depuis le 17 avril 2012, afin de réclamer leur dignité en tant qu’êtres humains et la dignité de leur peuple, soumis à une occupation barbare et inhumaine. Comme le déclare le représentant du Mouvement du Jihad islamique au Liban, Hajj Abou Imad Rifa’i :

« *Jour après jour, le choix de la résistance apparaît comme étant le seul qui préserve notre cause et nos droits légitimes, qui protège l’unité et les constantes de notre peuple, et en premier lieu le droit à la libération et au retour… La résistance connaît parfaitement la nature de cette entité spoliatrice, qui ne comprend que le langage de la force. (…) Seule la résistance a pu libérer des centaines de prisonniers, alors que toutes les phases des négociations n’en ont libéré aucun.* »

Dans cette perspective, le combat pour le droit au retour des 7,2 millions de réfugiés palestiniens (75 % de la population palestinienne) se poursuit, et ce malgré les tentatives de

liquidation de ce droit. Il signe l’illégitimité d’Israël et démontre, qu’après avoir surmonté de multiples attaques, le peuple palestinien, comme les peuples de la région, n’abdiquera pas. Le cours de l’histoire ne s’est pas arrêté aux portes d’Israël. Bien au contraire, les jours de l’entité sioniste sont comptés.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c’est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine. Il réaffirme les quatre principes suivants :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés.

Comité Action Palestine